GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE DOLE

39 RUE DES ARENES
39100 DOLE
TEL : 03.84.72.24.09. TELECOPIE : 03.84.82.60.80.
MINITEL 24H/24 : 08 36 29 22 22

R E C E P I S S E D E D E P O T

REVISION & FINANCE - COGEFOR

103 AVENUE EISENHOWER

39100 DOLE

V/REF :
N/REF : 55 B 31 / A-117

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE DOLE CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 14/03/97, SOUS LE NUMERO A-117,

P.V. D'ASSEMBLEE DU 20/12/96
STATUTS MIS A JOUR
FUSION ABSORPTION DE LA SOCIETE LES VIGNES PAR LA SOCIETE ORTELLI & CIE

AUGMENTATION DU CAPITAL

... CONCERNANT LA SOCIETE
ORTELLI ET CIE
SOCIETE ANONYME
39100 BREVANS

R.C.S DOLE B 035 550 318 (55 B 31)

LE GREFFIER

Dole RP 20 JAN 1997
682 23 7 F 15
quatre cent vingt deux
SIGNATURE :

ORTELLI & CIE

Société Anonyme au capital de F. 1 000 000

Siège Social : 7, rue des Vignes 39100 BREVANS

DOLE B 035 550 318

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 20 DECEMBRE 1996

L'an mil neuf cent quatre vingt seize,
Le 20 décembre,
A 20 heures 30,

Les actionnaires de la société **ORTELLI & CIE**, société anonyme au capital de 1 000 000 F divisé en 10 000 actions de 100 F chacune, dont le siège est 7, rue des Vignes, 39100 BREVANS, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le Conseil d'Administration selon lettre recommandée adressée le 5 décembre 1996 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Georges ORTELLI, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Madame Sylvie ORTELLI et Monsieur Jean-Baptiste ORTELLI, les deux actionnaires représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Jean-Pascal FICHERE est désigné comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent plus du tiers des actions composant le capital social.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum du tiers requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Monsieur Gérard MARY, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 5 décembre 1996, est absent excusé.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie des lettres recommandées de convocation adressées aux actionnaires et les récépissés postaux,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- un exemplaire du projet de fusion avec ses annexes,
- les certificats de dépôt du projet de fusion au greffe du Tribunal de commerce de DOLE,
- un exemplaire du journal d'annonces légales "VOIX DU JURA" en date jeudi 28 novembre 1996, portant publication de l'avis de projet de fusion,
- le rapport du Conseil d'Administration,
- les rapports du Commissaire à la fusion,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

06

PAGE ANNULÉE
ART. 878 DU C.G.I.
ARRETÉ DU 23 MARS 1959

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Par ailleurs, il déclare que le rapport du Commissaire à la fusion établi conformément aux dispositions de l'article 377 de la loi du 24 juillet 1966 a été tenu à la disposition des actionnaires au siège social dans les conditions prévues par l'article 258 du décret du 23 mars 1967 et que le rapport du Commissaire à la fusion établi conformément aux dispositions de l'article 193 de la loi du 24 juillet 1966 a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce et mis à la disposition des actionnaires, au siège social, huit jours au moins avant la présente Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration sur le projet de fusion,
- Lecture des rapports du Commissaire à la fusion,
- Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société LES VIGNES par la société ORTELLI & Cie ; approbation des apports, de leur évaluation et de leur rémunération ; augmentation du capital social,
- Annulation des 9 994 actions de notre société transmises par la Société LES VIGNES et réduction corrélative du capital social,
- Affectation de la prime de fusion,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il est donné lecture du rapport du Conseil d'Administration, du projet de fusion, puis des rapports du Commissaire à la fusion.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

o

o o

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire à la fusion, désigné par Monsieur le Président du Tribunal de commerce de DOLE,

- après avoir pris connaissance du projet de fusion, signé le 8 novembre 1996 avec la société LES VIGNES, société civile au capital de 188.100 F, dont le siège est 7, rue des Vignes - 39100 BREVANS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de DOLE, sous le numéro D 342 829 249, aux termes duquel la société LES VIGNES fait apport à titre de fusion à la société ORTELLI & Cie de la totalité de son patrimoine, actif et passif,

06

FACE ANNULÉE
ART. 876 DU C.G.I.
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

approuve dans toutes ses dispositions ledit projet de fusion sous réserve de l'approbation de l'évaluation de ces apports.

En conséquence, elle décide d'augmenter le capital social de 658 400 F pour le porter de 1 000 000 F à 1 658 400 F par création de 6 584 actions nouvelles de 100 F nominal chacune, entièrement libérées, lesdites actions étant réparties entre les associés de la Société LES VIGNES à raison de SEPT (7) actions pour QUATRE (4) parts de la Société LES VIGNES, les dites actions étant assimilées aux actions anciennes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire à la fusion, approuve les apports effectués par la société LES VIGNES et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que, par suite de l'adoption de la résolution qui précède, l'augmentation de capital résultant de l'apport-fusion se trouve définitivement réalisée.

En conséquence, la fusion par absorption de la société LES VIGNES par la société ORTELLI & CIE deviendra définitive à l'issue de la présente assemblée et la société LES VIGNES se trouvera dissoute, sans liquidation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire à la fusion, constatant que parmi les biens transmis par la société LES VIGNES figurent 9 994 de ses propres actions, décide l'annulation desdites actions et la réduction corrélative de son capital d'une somme de 999 400 F, ledit capital étant ainsi ramené à 659 000 F.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve spécialement le montant global de la prime de fusion qui s'élève à 236 857 F.

Par ailleurs, compte tenu de l'annulation des actions approuvée dans la quatrième résolution, elle décide d'imputer une somme de 359 784 F

06

RF

FACE ANNULÉE
ART. 676 DU C.G.I.
... DU 20 MARS 1958

• Sur la totalité de la prime de fusion, soit	236 857 F
• Sur la réserve légale ..... pour la ramener à 10 % du capital social, soit 65 900 F.	34 100 F
• Sur la réserve générale	88 000 F
• Sur le report à nouveau	827 F
Total comme ci-dessus	359 784 F

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, comme conséquence des résolutions précédentes, de modifier l'article 7 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

"ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la Société est fixé à SIX CENT CINQUANTE NEUF MILLE FRANCS (659 000 F).

Il est divisé en SIX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DIX (6 590) actions de CENT FRANCS (100 F) chacune, de même catégorie."

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

o

o o

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Les Scrutateurs Le Secrétaire

FACE ANNULÉE
ART. 876 DU C.G.I.
ARRETÉ DU 20 MARS 1958

FUSION-ABSORPTION

DE LA SOCIETE LES VIGNES

PAR LA SOCIETE ORTELLI & Cie

CHAPITRE 1 : Exposé préalable

11 - Caractéristiques des sociétés intéressées ..... page 1

12 - Motifs de la fusion ..... page 2

13 - Comptes servant de base à la fusion..... page 2

14 - Méthode d'évaluation..... page 2

CHAPITRE 2 : Apport fusion

21 - Dispositions préalables..... page 3

22 - Apport de la société LES VIGNES ..... page 3

23 - Détermination du rapport d'échange..... page 4

24 - Rémunération de l'apport-fusion ..... page 4

25 - Réduction de capital ..... page 4

26 - Prime de fusion ..... Page 5

26 - Propriété et jouissance..... page 5

CHAPITRE 3 : Charges et conditions page 6

CHAPITRE 4 : Conditions suspensives page 7

CHAPITRE 5 : Déclarations générales page 8

CHAPITRE 6 : Déclarations fiscales et sociales page 9

CHAPITRE 7 : Dispositions diverses page 9

ANNEXES

- Bilan et compte de résultat de la Société LES VIGNES
- Bilan et compte de résultat de la Société ORTELLI & Cie

TRAITE DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Georges ORTELLI, agissant en qualité de Président Directeur Général et au nom de la société ORTELLI & Cie, société anonyme au capital de 1.000.000 F, dont le siège social est 7, rue des Vignes - 39100 BREVANS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de DOLE sous le numéro DOLE B 035 550 318,

  dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 8 Novembre 1996, ainsi qu'il résulte de la décision ci-annexée ;

Ci-après dénommée "la société absorbante", d'une part,

ET :

- Monsieur Jean-Baptiste ORTELLI, agissant en qualité de gérant et au nom de la société LES VIGNES, société civile, au capital de 188 100 F, dont le siège social est 7, rue des Vignes - 39100 BREVANS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de DOLE sous le numéro D 342 829 249,

Ci-après dénommée "la société absorbée", d'autre part,

Préalablement à la convention de fusion faisant l'objet du présent acte, il a été exposé ce qui suit :

CHAPITRE 1 : EXPOSE

11 - Caractéristiques des sociétés

111. La société ORTELLI & Cie est une société anonyme dont l'objet, tel qu'indiqué au Registre du commerce et des sociétés est :

l'exploitation de tous établissements concernant l'entreprise de travaux publics, et en général toutes opérations s'y rattachant.

La durée de la Société est de 75 ans et ce, à compter du 4 novembre 1955.

Le capital social de la société ORTELLI & Cie s'élève actuellement à 1 000 000 F. Il est réparti en 10 000 actions de 100 F de nominal chacune, intégralement libérées.

Elle n'a pas créé de parts de fondateur ou de parts bénéficiaires, ni émis d'obligations ou de valeurs mobilières composées.

Elle ne fait pas appel public à l'épargne.

Go

112. La société LES VIGNES est une société civile dont l'objet, tel qu'indiqué au Registre du commerce et des sociétés est :

l'acquisition et la gestion de toutes parts, actions ou titres de sociétés. Et généralement, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, pourvu qu'elles ne modifient en rien le caractère civil de l'activité sociale.

La durée de la Société est de 50 ans et ce, à compter du 17 novembre 1987.

Le capital social de la société LES VIGNES s'élève actuellement à 188 100 F. Il est réparti en 3 762 parts de 50 F de nominal chacune, intégralement libérées.

113. La société civile LES VIGNES détient 9 994 actions de la SA ORTELLI.

114. Jean-Baptiste ORTELLI, Administrateur de la société ORTELLI & Cie est également Gérant de la société LES VIGNES.

12 - Motifs et buts de la fusion

La société civile LES VIGNES détient 99,9 % dans le capital de la SA ORTELLI & Cie. Compte tenu des perspectives économiques actuelles, les dirigeants souhaitent restructurer le groupe pour réaliser des économies, notamment sur le plan administratif.

13 - Comptes servant de base à la fusion

Les termes et conditions du présent traité de fusion ont été établis par les deux sociétés soussignées, sur la base de leurs comptes, arrêtés au 30 juin.

Les bilans et comptes de résultat, arrêtés au 30 juin 1996, de chacune des sociétés soussignées, figurent en annexe à la présente convention.

14 - Méthodes d'évaluation

Les éléments d'actif et de passif sont apportés, par absorption de la société LES VIGNES par la société ORTELLI & Cie, à la valeur à laquelle ils figurent dans les comptes de la société LES VIGNES, arrêtés au 30 juin 1996.

Notamment, les titres de la SA ORTELLI & Cie, figurant à l'actif de la société LES VIGNES, sont apportés pour leur quote-part de capitaux propres qu'ils représentent.

Cette évaluation n'entraîne aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.

CECI EXPOSE, LES PARTIES ONT ETABLI DE LA MANIERE SUIVANTE LE PROJET DE LEUR FUSION :

GO JBO

CHAPITRE 2 : Apport-fusion

21 - Dispositions préalables

La société LES VIGNES apporte, sous les garanties ordinaires de fait et droit en la matière, et sous les conditions suspensives ci-après exprimées, à la société ORTELLI & Cie, l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, existant chez elle au 30 juin 1996. Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif.

Le patrimoine de la société LES VIGNES sera dévolu à la société ORTELLI & Cie, société absorbante, dans l'état où il se trouvera le jour de la réalisation définitive de la fusion.

La société ORTELLI trouvant dans les éléments d'actif qui lui seront apportés par la société LES VIGNES, 9 994 de ses propres actions, procédera à une réduction de son capital de 999 400 F, correspondant au nominal de ces actions qui seront annulées.

22 - Apport de la société LES VIGNES

221. Actif apporté

2211. Immobilisations financières correspondant à la valeur des 9 994 actions de la société ORTELLI & Cie. Ces actions d'un nominal de 100 F ont été évaluées à leur valeur mathématique de 136 F	1 359 184 F
2212. Valeur réalisées et disponibles Créances et disponibilités	10 035 F
Soit un montant de l'actif apporté de	1 369 219 F

222. Passif pris en charge

2221. Provisions pour risques et charges correspondant au risque de non imputation de l'impôt forfaitaire annuel.	10 000 F
2222. Dettes financières correspondant au compte courant de Monsieur Georges ORTELLI	336 500 F
2223. Autres dettes correspondant au montant de la dette à l'égard de la SA ORTELLI & Cie	127 462 F
Soit un montant de passif apporté de	473 962 F

223. Actif net apporté

Différence entre l'actif apporté et le passif pris en charge, l'actif net apporté par la société LES VIGNES à la société ORTELLI & Cie s'élève donc à :

- Total de l'actif	1 369 219 F
- Total du passif	473 962 F
Soit un actif net apporté de	895 257 F

GO JBO

23 - Détermination du rapport d'échange

L'évaluation des éléments actif et passif de la société absorbée a été faite ci-dessus.

Pour la société absorbante, il a été tenu compte des capitaux propres au 30 juin 1996 après affectation des résultats du dernier exercice.

Sur ces données, l'évaluation de l'actif net des capitaux propres de chaque société est la suivante :

Société absorbée	895 257 F
Société absorbante	1 360 999 F

Compte tenu de cette évaluation,	
la valeur de chaque action de la société absorbée est de	238 F
et la valeur de chaque action de la société absorbante est de	136 F

En conséquence, le rapport des droits sociaux est de 7 actions de la société ORTELLI & Cie pour 4 parts de la société LES VIGNES.

Pour rémunérer l'apport fusion, la société absorbante devra donc créer un nombre d'actions égal à 6 584.

24 - Rémunération de l'apport-fusion

Les 6.584 actions nouvelles seront entièrement assimilées aux titres déjà existants, jouiront des mêmes droits et supporteront les même charges, notamment toute retenue d'impôts, en sorte que tous les titres de même nature, sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette lors de toute répartition ou de tout remboursement effectué pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation.

25 - Réduction de capital

La société absorbante trouvant dans les biens transmis par la société absorbée 9 994 de ses propres actions, annulera lesdites actions et réduira en conséquence son capital de 999 400 F, correspondant au nominal desdites actions, de sorte qu'à l'issue de l'opération son capital sera de 659 000 F.

Les actions annulées correspondant à une valeur de 1 359 184 F, la réduction de capital sera effectuée

- par annulation de capital, à hauteur de	999 400 F
- et par prélèvement sur les réserves à hauteur de	359 784 F
soit pour un total de	1 359 184 F

Go JBO

26 - Prime de fusion

La prime de fusion représente la différence entre la valeur nette des biens apportés et la valeur nominale des titres émis en contrepartie :

• Valeur nette des apports	895 257 F
• à soustraire de cette valeur, le montant de l'augmentation effective de capital	658 400 F
Prime de fusion	236 857 F

Compte tenu de l'annulation par la société absorbante de 9 994 de ses actions, et de la réduction corrélative de son capital, il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire d'imputer le prélèvement de 359 784 F sur les réserves, de la manière suivante :

• Sur la totalité de la prime de fusion, soit	238 857 F
• Sur la réserve légale ..... pour la ramener à 10 % du capital social, soit 65 900 F.	34 100 F
• Sur la réserve générale	88 000 F
• Sur le report à nouveau	827 F
Total comme ci-dessus	359 784 F

27 - Propriété - Jouissance

La société ORTELLI & Cie sera propriétaire des biens apportés à compter du jour de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de cette société qui approuvera la fusion et qui procédera à l'augmentation corrélative de son capital social. Elle en aura la jouissance à compter rétroactivement du 1er juillet 1996.

Il est expressément stipulé que les opérations, tant actives que passives, engagées par la société LES VIGNES, depuis le 1er juillet 1996 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion, seront considérées comme l'ayant été par la société ORTELLI & Cie.

Les comptes de la société LES VIGNES afférents à cette période, seront remis à la société absorbante par les responsables légaux de la société LES VIGNES.

Enfin, la société absorbante sera subrogée purement et simplement, d'une manière générale, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la société absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

Go JBO

CHAPITRE 3 : Charges et Conditions

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :

31 - Enoncé des charges et conditions

311. La société ORTELLI & Cie prendra les biens apportés par la société absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société LES VIGNES, pour quelque cause que ce soit et notamment pour usure ou mauvais état des installations, du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

311. Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la société absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la société absorbante de payer en l'acquit de la société absorbée, indépendamment de la rémunération sous forme de titres nouveaux de la société absorbante, l'intégralité du passif de la société absorbée, tel qu'énoncé plus haut. D'une manière générale, la société absorbante prendra en charge l'intégralité du passif de la société absorbée, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société LES VIGNES à la date du 30 juin 1996, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la société ORTELLI & Cie prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs, ayant une cause antérieure au 30 juin 1996, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

32 - L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions suivantes :

321. La société absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, au lieu et place de la société absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

322. La société ORTELLI & Cie supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

323. La société ORTELLI & Cie exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la société absorbée.

324. Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

Go

325. La société ORTELLI & Cie sera subrogée, à compter de la date de la réalisation définitive de la fusion dans le bénéfice et la charge des contrats de toute nature liant valablement la société absorbée à des tiers pour l'exploitation de son activité.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la société LES VIGNES s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

33 - <u>Pour ces apports, la société LES VIGNES prend les engagements ci-après</u> :

331. La société absorbée s'oblige jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité, en bon père de famille ou en bon commerçant, et à ne rien faire, ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la société LES VIGNES s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la société absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

332. Elle s'oblige à fournir à la société ORTELLI & Cie, tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions. Elle devra, notamment, à première réquisition de la société ORTELLI & Cie, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

333. Elle s'oblige à remettre et à livrer à la société ORTELLI & Cie aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

<u>CHAPITRE 4 : Conditions suspensives</u>

La présente fusion est soumise aux conditions suspensives suivantes :

- Approbation, par les Assemblées Générales des deux sociétés, des comptes annuels au 30 juin 1996, dont les bilans et comptes de résultat sont annexés ;
- Approbation par les Assemblés Générales des deux sociétés des affectations de résultat en réserve ;
- Approbation de la fusion par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société ORTELLI & Cie et de l'augmentation de capital, conséquence de la fusion ;
- Approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société absorbée, du présent projet de fusion.

La réalisation de ces conditions suspensives sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal des Assemblées Générales.

La constatation matérielle de la réalisation définitive de la présente fusion pourra avoir lieu par tous autres moyens appropriés.

Go JBO

Faute de réalisation des conditions ci-dessus, le 30 décembre 1996 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai, considérées comme nulles et non avenues.

La société LES VIGNES se trouvera dissoute de plein droit à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société ORTELLI & Cie qui constatera la réalisation de la fusion.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la société ORTELLI & Cie de la totalité de l'actif et du passif de la société LES VIGNES.

CHAPITRE 5 : Déclarations générales

La société absorbée déclare :

- Qu'elle n'a jamais été en état de cessation des paiements, n'a jamais fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, n'a jamais fait l'objet d'une procédure collective sous l'empire de la loi du 13 juillet 1967 ou de la loi du 25 janvier 1985 et, de manière générale, qu'elle a la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;

- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;

- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés, y compris le consentement des bailleurs de locaux loués si celui-ci s'avérait nécessaire ;

- Que les créances et valeurs mobilières apportées, notamment les titres de participation, sont de libre disposition ; qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la société ORTELLI & Cie ont été régulièrement entreprises ;

- Que le chiffre d'affaires, hors taxes, de chacune des trois dernières années d'exploitation s'est élevé à :

  * Exercice clos le 30 juin 1994 Néant
  * Exercice clos le 30 juin 1995 Néant
  * Exercice clos le 30 juin 1996 Néant

- Que les résultats nets, avant impôt sur les sociétés pendant la même période, se sont élevés à :

  * Exercice clos le 30 juin 1994 - 26 206 F
  * Exercice clos le 30 juin 1995 - 12 416 F
  * Exercice clos le 30 juin 1996 - 7 906 F

- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent auxdites années ont fait l'objet d'un inventaire par les parties qui les ont visés ;

- Que la société LES VIGNES s'oblige à remettre et à livrer à la société ORTELLI & Cie, aussitôt après la réalisation définitive de la présente fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

GO

CHAPITRE 6 : Déclarations fiscales et sociales

61 - Dispositions générales

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

62 - Dispositions plus spécifiques

Pour autant que ces dispositions pourront trouver application :

621. Droits d'enregistrement

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code Général des Impôts.

La formalité sera donc requise sous le bénéfice du seul droit fixe de 1220 francs.

622. Impôt sur les sociétés

Les soussignés, ès-qualités, déclarent vouloir soumettre la présente fusion au régime prévu à l'article 210 A du Code Général des Impôts.

Les résultats bénéficiaires ou déficitaires produits depuis la date d'effet de la présente fusion, soit le 1er juillet 1996, par l'exploitation de la société absorbée seront englobés dans les résultats imposables de la société absorbante.

CHAPITRE 7 : Dispositions diverses

71 - Formalités

711. La société ORTELLI & Cie remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.

712. Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites conformément à l'article 1690 du Code civil aux débiteurs des créances apportées.

713. Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

72 - Désistement

Le représentant de la société absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la société absorbante, aux termes du présent acte.

Go

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la société absorbée pour quelque cause que ce soit.

73 - Remise de titres

Il sera remis à la société ORTELLI & Cie lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des parts et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

74 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société ORTELLI & Cie.

75 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualités, élisent domicile à leur siège respectif.

76 - Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, ès-qualités, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;

- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à BREVANS
Le 8 novembre 1996
En huit exemplaires

Pour la société ORTELLI & CIE
Monsieur Georges ORTELLI

Pour la société LES VIGNES
Monsieur Jean-Baptiste ORTELLI

ANNEXES

- Bilan et compte de résultat de la Société LES VIGNES
- Bilan et compte de résultat de la Société ORTELLI & Cie

S.A. ORTELLI et Cie
39100 BREVANS

BILAN ACTIF

	ACTIF	Exercice N 30/06/96 12			Exercice N-1 30/06/95 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Francs	%
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé						
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	22 050	22 050		13 065	13 065-	100.00-
	Fonds commercial (1)	460		460	460		
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
	Terrains	193 000		193 000	193 000		
	Constructions	1 253 176	759 325	493 851	516 651	22 800-	4.41-
	Installations techniques Matériel et outillage	2 442 115	2 317 917	124 197	136 240	12 043-	8.84-
	Autres immobilisations corporelles	1 867 271	1 582 963	284 307	215 863	68 445	31.71
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	10 000	10 000				
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	4 822		4 822	5 245	424-	8.08-
	TOTAL I	5 792 893	4 692 256	1 100 637	1 080 524	20 113	1.86
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN COURS						
	Matières premières, approvisionnements	150 840		150 840	134 443	16 397	12.20
	En-cours de production de biens	2 844 816	68 306	2 776 510	1 790 942	985 568	55.03
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	CREANCES (3)						
	Clients et Comptes rattachés	1 707 777	33 478	1 674 299	2 307 306	633 008-	27.43-
	Autres créances	637 338		637 338	566 500	70 838	12.50
	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement	444 742		444 742		444 742	
	Disponibilités	33 172		33 172	125 191	92 019-	73.50-
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (3)	47 532		47 532	44 098	3 434	7.79
	TOTAL II	5 866 216	101 784	5 764 432	4 968 481	795 951	16.02
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
	Primes de remboursement des obligations (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	11 659 109	4 794 039	6 865 069	6 049 005	816 065	13.49

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

S.A. ORTELLI et Cie
39100 BREVANS

BILAN PASSIF

		Exercice N 30/06/96 12	Exercice N-1 30/06/95 12	Ecart N / N-1 Francs	Ecart N / N-1 %
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 1 000 000)	1 000 000	1 000 000		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport				
	Ecarts de réévaluation				
	RESERVES				
	Réserve légale	100 000	100 000		
	Réserves statutaires ou contractuelles	216 000	216 000		
	Réserves réglementées	18 787	18 787		
	Autres réserves				
	Report à nouveau	225 787-	243 595-	17 808	7.31
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)	242 943	17 808	225 135	
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées	9 056		9 056	
	TOTAL I	1 360 999	1 109 000	251 999	22.72
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	TOTAL II				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	44 200	35 000	9 200	26.29
	Provisions pour charges				
	TOTAL III	44 200	35 000	9 200	26.29
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	362 121	403 166	41 045-	10.18-
	Emprunts et dettes financières diverses	114 888	133 439	18 551-	13.90-
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 820 877	1 976 152	844 724	42.75
	DETTES D'EXPLOITATION				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 491 172	1 606 498	115 327-	7.18-
	Dettes fiscales et sociales	665 014	747 689	82 675-	11.06-
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 550	35 810	32 261-	90.09-
	Autres dettes	2 250	2 250		
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance				
	TOTAL IV	5 459 870	4 905 005	554 865	11.31
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 865 069	6 049 005	816 065	13.49

(1) Dont à moins d'un an	2 638 994	2 928 852
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	8 254	61 255

S.A. ORTELLI et Cie
39100 BREVANS

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/06/96 12			Exercice N-1 30/06/95 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Francs	%
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de Biens						
Production vendue de Services	9 976 644		9 976 644	10 937 295	960 651-	8.78-
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	9 976 644		9 976 644	10 937 295	960 651-	8.78-
Production stockée			943 723	712 260-	1 655 982	232.50
Production immobilisée			7 162		7 162	
Subventions d'exploitation				7 000	7 000-	100.00-
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			69 547	45 645	23 902	52.36
Autres produits						
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			10 997 076	10 277 680	719 396	7.00
CHARGES D'EXPLOITATION (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 399 470	2 110 241	289 229	13.71
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			16 397-	21 010	37 407-	178.05-
Autres achats et charges externes *			3 364 313	1 981 907	1 382 406	69.75
Impôts, taxes et versements assimilés			319 889	297 816	22 073	7.41
Salaires et traitements			2 673 422	3 894 157	1 220 734-	31.35-
Charges sociales			1 743 932	1 718 388	25 543	1.49
Dotations d'exploitation						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			216 158	184 482	31 676	17.17
Sur immobilisations : dotations aux provisions						
Sur actif circulant : dotations aux provisions				19 484	19 484-	100.00-
Pour risques et charges : dotations aux provisions						
Autres charges			1 613	374	1 239	331.18
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)			10 702 400	10 227 859	474 541	4.64
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			294 676	49 821	244 855	491.47
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afferentes à des exercices antérieurs

S.A. ORTELLI et Cie
39100 BREVANS

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/06/96 12	Exercice N-1 30/06/95 12	Ecart N / N-1 Francs	%
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	18 289	38 267	19 979-	52.21-
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL V	18 289	38 267	19 979-	52.21-
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	68 321	100 588	32 267-	32.08-
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL VI	68 321	100 588	32 267-	32.08-
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	50 032-	62 321-	12 289	19.72
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	244 643	12 500-	257 143	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	42 422	73 677	31 255-	42.42-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 077		4 077	
Reprises sur provisions et transferts de charges	14 500	25 000	10 500-	42.00-
TOTAL VII	60 999	98 677	37 678-	38.18-
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	13 910	5 585	8 325	149.05
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		14 326	14 326-	100.00-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	32 756	23 458	9 298	39.64
TOTAL VIII	46 666	43 369	3 297	7.60
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	14 333	55 308	40 975-	74.09-
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	16 033	25 000	8 967-	35.87-
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)	11 076 364	10 414 625	661 739	6.35
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	10 833 420	10 396 817	436 603	4.20
5. BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	242 943	17 808	225 135	

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier 18 380 55 140
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

SCI DES VIGNES
39100 BREVANS

BILAN ACTIF

	ACTIF	Exercice N 30/06/96 12			Exercice N-1 30/06/95 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Francs	%
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé						
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles						
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	892 240		892 240	892 240		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
	TOTAL I	892 240		892 240	892 240		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN COURS						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	CREANCES (3)						
	Clients et Comptes rattachés						
	Autres créances	10 000		10 000	10 000		
	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	35		35	35	0	0.09
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (3)						
	TOTAL II	10 035		10 035	10 035	0	0.00
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
	Primes de remboursement des obligations (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	902 275		902 275	902 275	0	

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

SCI DES VIGNES
39100 BREVANS

BILAN PASSIF

		Exercice N 30/06/96 12	Exercice N-1 30/06/95 12	Ecart N / N-1 Francs	Ecart N / N-1 %
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 188 100)	188 100	188 100		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport				
	Ecarts de réévaluation				
	RESERVES				
	Réserve légale				
	Réserves statutaires ou contractuelles	80 000	80 000		
	Réserves réglementées	263 327	263 327		
	Autres réserves				
	Report à nouveau	95 208-	82 792-	12 416-	15.00-
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)	7 906-	12 416-	4 510	36.32
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	TOTAL I	428 313	436 219	7 906-	1.81-
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	TOTAL II				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques	10 000	10 000		
	Provisions pour charges				
	TOTAL III	10 000	10 000		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)		48 843	48 843-	100.00-
	Emprunts et dettes financières diverses	336 500	336 500		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	DETTES D'EXPLOITATION				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés				
	Dettes fiscales et sociales				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	127 462	70 713	56 749	80.25
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance				
	TOTAL IV	463 962	456 056	7 906	1.73
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	902 275	902 275	0	
		463 962	456 056		

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

SCI DES VIGNES
39100 BREVANS

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/06/96 12			Exercice N-1 30/06/95 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Francs	%
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de Biens						
Production vendue de Services						
CHIFFRE D'AFFAIRES NET						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges						
Autres produits						
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)						
CHARGES D'EXPLOITATION (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *						
Impôts, taxes et versements assimilés						
Salaires et traitements						
Charges sociales						
Dotations d'exploitation						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements						
Sur immobilisations : dotations aux provisions						
Sur actif circulant : dotations aux provisions						
Pour risques et charges : dotations aux provisions						
Autres charges						
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)						
I - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)						
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afferentes à des exercices antérieurs

SCI DES VIGNES
39100 BREVANS

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/06/96 12	Exercice N-1 30/06/95 12	Ecart N / N-1 Francs	Ecart N / N-1 %
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL V				
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	2 906	7 416	4 510-	60.81-
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL VI	2 906	7 416	4 510-	60.81-
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	2 906-	7 416-	4 510	60.81
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	2 906-	7 416-	4 510	60.81
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges	5 000	5 000		
TOTAL VII	5 000	5 000		
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	5 000	5 000		
TOTAL VIII	5 000	5 000		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)				
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	5 000	5 000		
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)	5 000	5 000		
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	12 906	17 416	4 510-	25.89-
5. BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	7 906-	12 416-	4 510	36.32

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

S.A. ORTELLI & Cie

--== oOo ==--

STATUTS

Mis à jour le 20 décembre 1996

Par-devant Maître Jean-Marie DEPREZ, Notaire à DOLE (JURA) soussigné

A COMPARU :

Monsieur Jean ORTELLI, demeurant à BREVANS - 39100 DOLE,

Agissant en qualité de Président Directeur Général de la société anonyme "ORTELLI & Cie" au capital de 1 000 000 francs (un million de francs) dont le siège social est à BREVANS - 39100 DOLE, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de DOLE sous le numéro B 035 550 318 (n° interne 55 B 31)

Lequel a par les présentes déposé au notaire soussigné pour être mis au rang de ses minutes, à la date de ce jour, et pour qu'il en soit délivré copie exécutoire, copie certifiée ou extrait à qui il appartiendra,

Le procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actions de la société anonyme "ORTELLI & Cie", en date du dix septembre mil neuf cent quatre vingt cinq, approuvant la modification des statuts de la société pour mise en harmonie avec les dispositions de la loi n° 81.1160 du 30 décembre 1981 et de la loi n° 81.1162 du même jour.

Mention des présentes est consenti partout où besoin sera.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie certifiée des présentes pour faire toutes formalités de publicité et autres prescrites par la loi.

Dont acte,
Fait et passé à DOLE
L'an mil neuf cent quatre vingt cinq
Le vingt septembre
Et après lecture faite, le comparant a signé avec Maître Jean-Marie DEPREZ, Notaire.

Suivent les signatures,
Et la mention :
ENREGISTRE A DOLE
Le 04 octobre 1985
volume : 677
folio : 78
bordereau : 350/2,
reçu : trois cent quatre vingt dix francs (390 F)

Le receveur, signé : CLAPOT

Afin de mettre les statuts de la société en harmonie avec les dispositions de la loi n° 81.1160 du 30 décembre 1981 et n° 81.1162 du même jour, les actionnaires décident de modifier les statuts comme suit :

ARTICLE PREMIER - FORME

Entre les propriétaires actuels ou futurs des actions décrites à l'article 7 et de celles qui pourront être créés ultérieurement, existe une société anonyme régie par les lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, en FRANCE, l'exploitation de tous établissements concernant l'entreprise de travaux publics, et notamment l'exploitation de l'entreprise de travaux publics, ci-après apportée à la société par Monsieur Baptiste ORTELLI.

Et en général, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement ou de le rendre plus rémunérateur.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

"ORTELLI & Cie"

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est à BREVANS (JURA).

Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la même ville par décision du Conseil d'Administration et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à soixante quinze années à compter de sa constitution définitive sous forme de SARL, le vingt six juillet mil neuf cent quarante huit, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS

- Les apports effectués lors de la constitution de la société sous forme de SARL, suivant acte reçu par Maître Elia J.A. LAB, Notaire à DOLE, le 26 juillet 1948, consistaient en :

Apports en nature

Monsieur Baptiste ORTELLI, entrepreneur de travaux publics demeurant à BREVANS a apporté à la société :

Un fonds de commerce d'entreprise de travaux publics exploité à BREVANS (JURA) et comprenant :

a) - l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés, bénéfices de cartes professionnelles, l'ensemble de ces éléments incorporels évalués à VINGT MILLE ANCIENS FRANCS, ci.....	200 F
b) - Le matériel servant à l'exploitation du fonds et estimé à CENT QUATRE VINGT MILLE ANCIENS FRANCS, ci	1 800 F
Total de l'apport de Monsieur Baptiste ORTELLI : DEUX CENT MILLE ANCIENS FRANCS	2 000 F

Apports en numéraire

Monsieur Jean Léon ORTELLI, entrepreneur de travaux publics demeurant à BREVANS, a apporté à la société une somme de DEUX CENT MILLE ANCIENS FRANCS (200 000 AF), en numéraire, ci	2 000 F

Récapitulation des apports

Apports en nature de Monsieur Baptiste ORTELLI	2 000 F
Apports en numéraire de Monsieur Jean Léon ORTELLI	2 000 F
Total des apports faits à la société : QUATRE CENT MILLE ANCIENS FRANCS (400 000 AF), ci	4 000 F

- Suivant acte reçu par Maître ELia J.A. LAB, Notaire à DOLE en date du 10 octobre 1955, le capital social de la société a été porté de 400 000 AF à 4 000 000 AF, par incorporation au capital des réserves ci-après :

. Réserves facultatives, à concurrence de	2 830 000 AF	
. Réserve spéciale de réévaluation à concurrence de	770 000 AF	
Total	3 600 000 AF	36 000 F

et réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts sociales qui a été porté de 1 000 AF à 10 000 AF.

Portant ainsi le capital à la somme de QUARANTE MILLE FRANCS ..... 40 000 F

- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 août 1963 et régularisée par acte de Maître Jean-Marie DEPREZ, Notaire à DOLE, le 29 août 1963, le capital social a été augmenté de SOIXANTE MILLE FRANCS (60 000 F) par incorporation au capital des réserves ci-après :

Report		40 000 F
. Totalité des réserves spéciales de réévaluations, soit	18 607,64 F	
. Partie de la réserve facultative	41 392,36 F	
Total	60 000,00 F	60 000 F

et réalisée par voie d'élévation du montant nominal des 400 actions passant de 100 F à 250 F,

portant ainsi le capital à la somme de CENT MILLE FRANCS ..... 100 000 F

- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 décembre 1971, le capital social a été augmenté de CENT MILLE FRANCS (100 000 F), par voie d'incorporation au capital des réserves générales, et réalisée par élévation de la valeur nominale des actions portée de 250 F à 500 F ..... 100 000 F

  portant ainsi le capital à la somme de DEUX CENT MILLE FRANCS ..... 200 000 F

- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 décembre 1972, le capital social a été augmenté de DEUX CENT MILLE FRANCS (200 000 F), par voie d'incorporation au capital des réserves spéciales de réévaluation et générale, et réalisée par élévation de la valeur nominale des actions portée de 500 F à 1 000 F ..... 200 000 F

  portant ainsi le capital à la somme de QUATRE CENT MILLE FRANCS ..... 400 000 F

- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 décembre 1979, le capital social a été augmenté de SIX CENT MILLE FRANCS (600 000 F), par voie d'incorporation au capital, savoir :

- Réserves diverses	438 959,00
- Réserve spéciale de réévaluation	161 041,00
	600 000,00

  réalisée par élévation de la valeur nominale des actions portée de 1 000 F à 2 500 F (1ère résolution) et attribuant 25 actions nouvelles de 100 F chacune pour 1 action ancienne de 2 500 F (2ème résolution) ..... 600 000 F

  portant ainsi le capital à la somme de UN MILLION DE FRANCS ..... 1 000 000 F

- Aux termes des délibérations des sociétés LES VIGNES et ORTELLI & Cie, la fusion par absorption de la société LES VIGNES par la société ORTELLI & Cie a été approuvée .

  - En rémunération de l'apport de la Société LES VIGNES, le capital social a été augmenté de SIX CENT CINQUANTE HUIT MILLE QUATRE CENT FRANCS (658 400 F) par l'émission de 6 584 actions de 100 F chacune, de même catégorie que les anciennes, entièrement libérées, et attribuées aux associés de la société LES VIGNES à raison de 7 actions contre 4 parts de la société LES VIGNES ..... 658 400 F

A reporter ..... 1 658 400 F

Report	1 658 400 F
- Constatant que parmi les biens transmis par la société LES VIGNES figuraient 9 994 actions de ses propres actions, la société ORTELLI & Cie a annulé lesdites actions et a réduit corrélativement le capital social d'une somme de NEUF CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE QUATRE CENTS FRANCS (999 400 F), ...	- 999 400 F
portant ainsi le capital à la somme de SIX CENT CINQUANTE NEUF MILLE FRANCS (659 000 F)	659 000 F

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à SIX CENT CINQUANTE NEUF MILLE FRANCS (659 000 F).

Il est divisé en SIX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DIX (6 590) actions de CENT FRANCS (100 F) chacune, de même catégorie, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

L'Assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital sur le rapport du Conseil d'Administration contenant les indications requises par la loi.

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Ils disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes
d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserves des droits de l'usufruitier.

II - L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire en augmentation du capital social doivent être libérées selon les modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire, libération qui ne peut être inférieure d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

I - La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres et comptes tenus à cet effet au siège social. La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et transcrit sur un registre paraphé et coté dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette transcription le jour même de la réception de l'ordre de mouvement.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, l'ordre de mouvement doit être signé en outre par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiées par un Officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions, à titre gratuit ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-après.

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La société tient à jour, au moins semestriellement la liste des personnes titulaires d'actions avec l'indication du domicile déclaré par chacune d'elles.

Les actions de numéraire provenant d'une augmentation de capital ne sont négociables qu'après l'inscription au registre du commerce et des sociétés de la mention modificative de cette augmentation de capital.

Les actions d'apport ne sont négociables que deux ans après l'accomplissement de la même formalité, sous réserve des exceptions prévues par la loi. Pendant ce délai, elles peuvent cependant être cédées par les voies civiles en observant les formalités prévues à l'article 1690 du code civil.

II - Sauf en cas de succession en ligne directe, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la société dans les conditions ci-après :

1 - En cas de cession projetée, le cédant doit en faire la déclaration à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire, ou la dénomination et le siège social, s'il s'agit d'une société, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

A cette déclaration doit être jointe, le cas échéant, l'attestation d'inscription en compte dans laquelle sont comprises les actions dont la cession est projetée.

Dans les trois mois qui suivent cette déclaration, le conseil d'administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des administrateur présents ou représentés, Le cédant s'il est administrateur ne prenant pas part au vote. Conformément à la loi et aux présents statuts, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs en fonction est nécessaire.

La décision n'est pas motivée, et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

2 - Dans Le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, le conseil d'administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital, et ce dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le conseil d'administration avisera les actionnaires, par lettre recommandée de la cession projetée en invitant chaque actionnaire à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les actionnaires au Conseil d'Administration, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est effectuée par le conseil d'administration, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes. S'il y a lieu, les actions non réparties sont attribuées par voie de tirage au sort - auquel il est procédé par le conseil d'administration, en présence des actionnaires acheteurs et eux dûment appelés - à autant d'actionnaires acheteurs qu'il reste d'actions à attribuer.

3 - Si aucune demande d'achat n'a été adressée au conseil d'administration dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le conseil d'administration peut faire acheter les actions disponibles par un tiers.

4 - Les actions peuvent être également achetées par la société si le cédant est d'accord. A cet effet, le conseil d'administration doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec accusé de réception. L'actionnaire cédant doit faire connaître sa réponse dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord, le conseil convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. Cette

convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois indiqué ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au 6 ci-après.

5 - Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois, à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6 - Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou par des tiers, le conseil d'administration notifie à l'actionnaire cédant les nom, prénoms, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs.

7 - La cession au nom du ou des acquéreurs désignés est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du président du conseil d'administration ou d'un délégué du conseil sans qu'il soit besoin de celle du titulaire des actions. Avis est donné audit titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social, pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêts.

8 - Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

9 - La clause d'agrément, objet du présent article peut s'appliquer également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, provisions ou bénéfices.

Elle s'applique aussi en cas de cession de droit de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti au conseil d'administration, pour notifier au tiers souscripteur qu'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme actionnaire, est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix à payer est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843 4 du Code Civil.

10 - En cas d'attribution d'actions de la présente société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions en portefeuille, les attributions faites à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire seront soumises à l'agrément institué par le présent article.

Le projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra, en conséquence, faire L'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société, dans les conditions fixées au 1. ci dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision du conseil d'administration, dans les trois mois qui suivront la demande d'agrément, cet agrément se trouvera acquis.

En cas de refus d'agrément des attributaires ou de certains d'entre eux, le liquidateur pourra, dans un délai de trente jours à dater de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions faites de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus visé, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 2. à 4. ci-dessus.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai stipulé sous le 5. ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

I - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

II - Les actionnaires sont responsables, à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Au delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

III - Les héritiers, créanciers, ayants-droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

IV - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autres opérations sociales, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

V - A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations, ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

I - Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

II - Sauf convention contraire notifiée à la société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus propriétaires à l'égard de la société. Toutefois, le droit de vote appartient au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

I - La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

II - La durée de leurs fonctions est de six années au plus.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

Nul ne peut être nommé administrateur, si, ayant dépassé l'âge de quatre vingt (80) ans, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si, du fait qu'un administration en fonction vient à dépasser l'âge de quatre vingt (80) ans, la proportion du tiers susvisé est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée
générale ordinaire.

III - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente. Il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

IV - Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales, par suite de décès ou de démission, le conseil d'administration peut procéder à une ou à des nominations à titre provisoire.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, celui-ci ou ceux-ci ou à défaut le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

V - Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de huit (8) conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société peut être nommé administrateur si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

ARTICLE 15 - ACTIONS DE GARANTIE

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire d'une action, affectée à la garantie de tous les actes de la gestion.

Ces actions sont inaliénables : mention en est portée sur le compte d'actionnaire.

Les administrateurs nommés au cours de la vie sociale peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

L'ancien administrateur ou ses ayants droit recouvrent la libre disposition des actions de garantie du seul fait de l'approbation par l'assemblée générale ordinaire des comptes du dernier exercice pendant lequel il a été en fonction.

ARTICLE 16 - BUREAU DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de plus de soixante quinze (75) ans. D'autre part, si le Président Directeur Général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration nomme de même, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur.

Le conseil peut nommer également un secrétaire même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, la séance du conseil est présidée par le vice-président exerçant les fonctions de directeur général ou de vice-président le plus ancien. A défaut, le conseil désigne parmi ses membres le Président de séance.

Le Président, les vice-présidents et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

ARTICLE 17 - DELIBERATION DU CONSEIL

I - Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son Président ou celle du tiers au moins de ses membres, même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe, la convocation doit être faite trois jours à l'avance par lettre, télégramme ou télex. Mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions à l'ordre du jour.

II - Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues. Toutefois, lorsque le conseil d'administration est appelé à statuer sur un projet de cession d'actions à un tiers non actionnaire dans les conditions prévues à l'article 11 des présents statuts, la décision d'agrément est prise à la majorité des deux tiers des voix des membres présente ou représentés.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

III - Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination résulte valablement, vis-à-vis des tiers, de la seule énonciation dans le procès-verbal de chaque réunion des noms des administrateurs présents, représentés ou absents.

IV - Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de la séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'Administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 18 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire ou autoriser toutes les opérations intéressant l'activité de la société, telle qu'elle est fixée dans l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

ARTICLE 19 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

I - Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

Le Président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation des pouvoirs du Président par décision du Conseil d'Administration est sans effet à l'égard des tiers.

Le Président du Conseil d'Administration a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'Administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

II - Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un directeur général et, dans le cas autorisé par la loi, deux directeurs généraux.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques, ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de plus de soixante quinze (75) ans.

D'autre part, si un directeur général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'Administration.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président, en cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminées par le conseil d'administration, en accord avec le président. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que le président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

III - Le Conseil d'Administration peut confier à tous mandataires, choisis parmi ses membres ou hors de son sein, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer les pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

ARTICLE 20 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I - L'Assemblée Générale Ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

II - La rémunération du Président du Conseil d'Administration et celle des directeurs généraux sont fixées par le Conseil d'Administration. Elles peuvent être fixes ou proportionnelles, ou à la fois fixes et proportionnelles.

III - Il peut être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs. Dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues, ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

ARTICLE 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU DIRECTEUR GENERAL

Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé ou non, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

L'administrateur ou le directeur général intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou deux commissaires aux comptes, et le cas échéant, par un ou deux commissaires aux comptes suppléants qui sont nommés et exercent leur mission conformément à la loi.

ARTICLE 23 - ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 24 - CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par le ou les commissaires aux comptes en cas d'urgence, soit par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'assemblée soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire.

Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre ordinaire ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et le cas échéant la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins d'avance dans les mêmes formes que la première.

L'avis et/ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

Chaque avis et/ou les lettres de convocation doivent contenir les mentions prescrites par la loi.

ARTICLE 25 - ORDRE DU JOUR

I - L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

II - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et délai légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

III - L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 26 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

I - Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et d'une inscription de sa qualité d'actionnaire sur le registre tenu par la société au moins cinq (5) jours avant la réunion de l'assemblée générale.

II - Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

III - Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 27 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

I - A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

II - Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

Si l'assemblée est convoquée par le ou les commissaires aux comptes, l'assemblée est présidée par l'un d'eux.

Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires, présents et acceptants, disposant tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

III - Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibération sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 28 - QUORUM - VOTE - NOMBRE DE VOIX

I - Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions et délais fixés par décret.

II - Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elle représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

III - Au cas où des actions sont nanties, le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres.

La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, acquises ou prises en gage ; il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

IV - Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

ARTICLE 29 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

I - L'Assemblée Générale Ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

. approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis,
. statuer sur la répartition et l'affectation des bénéfices en se conformant aux dispositions statutaires,
. donner ou refuser quitus de leur gestion aux administrateurs,
. nommer et révoquer les administrateurs et les commissaires aux comptes,
. approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs faites à titre provisoire par le Conseil d'Administration,
. fixer le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration,
. statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration,
. autoriser les émissions d'obligations ordinaires ainsi que la constitution des sûretés réelles qui pourraient leur être conférées.

II - L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 30 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

I - L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagement des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

II - L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié, et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

III - Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire, et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions et la même limite.

IV - S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée générale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

ARTICLE 31 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 35 - MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

I - L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

II - Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut, par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan, établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes, fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 36 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions de l'article 8-II ci-dessus, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées, si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 37 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévus pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

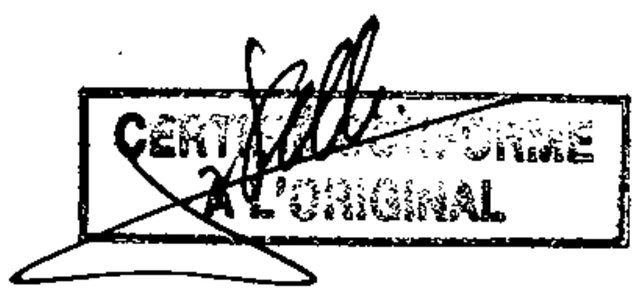
Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

ARTICLE 38 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 39 - PUBLICATIONS

Pour toutes publications concernant la société partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie certifiée, d'un original ou d'un extrait des statuts, des procès-verbaux des délibérations de l'assemblée générale, comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Enregistré à DOLE
Le 04 octobre 1985
Volume : 677
folio : 78
bordereau : 350/2,
reçu : trois cent quatre vingt dix francs (390 F)
Le Receveur, signé : CLAPOT,

MIS A JOUR le 20 décembre 1996